

# Info-türk

# BÜLTEN BULLETIN

**INFO-TÜRK AJANSI  
INFO-TÜRK AGENCY  
AGENTSCHAP INFO-TÜRK  
AGENCE INFO TÜRK  
INFO-TÜRK AGENTUR**

COLLECTIF TURC D'EDITION ET DE DIFFUSION  
SQUARE CH.M. WISER, 13/2 - 1040 BRUXELLES  
TEL: (32-2) 230 34 72 - DEPOT LEGAL 2198  
COMPTE DE BANQUE: BBL 310-0148714-02

PERIODIQUE MENSUEL  
4ème année - janvier 1980  
Français 39  
Abonnement annuel  
Benelux 200 FB  
Etranger 250 FB

Reproduction de nos articles  
autorisée avec la mention de  
la référence Info-Türk

Les deux principaux objectifs de l'Ultimatum de l'Armée Turque:

SOUSSION AUX PLANS MILITAIRES DES USA SUR LA TURQUIE;

SUPPRESSION DES DERNIERS VESTIGES DES DROITS DEMOCRATIQUES



\* Groupe logistique US

⊛ Mission militaire US

\* Station d'écoute US

① QG du sud-est de l'OTAN

▲ Installation militaire OTAN

② QG du nord-est de l'OTAN

▼ Poste d'alarme de l'OTAN

◆ Dépôt nucléaire aér. US

⊞ Dépôt nucléaire terr. US

⊠ Dépôt nucléaire de l'OTAN

③ QG des Forces Aér. OTAN

▲ Station relais de l'OTAN

Par la conclusion de l'accord Turco-USA sur la coopération militaire, la Turquie est devenue un tremplin des USA dans le Moyen Orient. La carte, à gauche, indique les bases et installations des USA destinées à être utilisées contre les pays indépendants et les mouvements de libération nationale de la région.

## LES DEUX OBJECTIFS PRINCIPAUX DE L'ULTIMATUM DE L'ARMEE TURQUE

ANKARA (ITA) - Quand l'Ultimatum des Généraux de l'Armée Turque fut rendu public, le premier jour de l'année nouvelle, tous les commentateurs, tenant compte des phrases concernant la violence politique, l'interprétèrent comme étant une expression de bonne-volonté et un avertissement visant à mettre fin aux actes terroristes qui, en quelques années, avaient déjà causé la mort de plus de deux mille personnes. Et certains observateurs prédirent qu'une prise du pouvoir par les militaires serait inévitable si les partis politiques n'arrivaient pas à s'unir pour combattre le terrorisme.

En bref, l'Ultimatum remis par le Chef de l'Etat-Major et quatre commandants de l'Armée au Président de la République déclarait: "La nation turque ne peut plus supporter, ceux qui, profitant des libertés reconnues par la constitution, substituent l'Internationale communiste à l'hymne national, ont la nostalgie de l'ordre théocratique ou aspirent à l'avènement d'un quelconque totalitarisme. Elle ne tolérera plus l'anarchie, le sabotage et le séparatisme."

L'Ultimatum exprime aussi la préoccupation quant à la situation internationale: "La situation au Moyen-Orient est tel qu'un conflit armé peut survenir à tout moment. Les anarchistes et séparatistes sont en train de faire la répétition générale d'une insurrection à l'échelle du pays."

Et l'Ultimatum avertit: "Dans ce contexte il incombe à la Grande Assemblée Nationale de prendre les mesures nécessaires à court et à long terme en vue d'assurer d'urgence d'un part l'unité nationale et de l'autre la sécurité des personnes et des biens. C'est pourquoi les Forces Armées ont décidé de mettre en garde les partis politiques qui, par leurs querelles constantes, ont été incapables d'empêcher le terrorisme d'atteindre des proportions alarmantes et menaçantes pour l'unité du pays."

Il faut se rappeler cependant que les 19 provinces de Turquie les plus peuplées et les plus promptes à réagir étaient déjà sous l'autorité de commandants militaires chargés d'empêcher le terrorisme. Juste après les incidents sanglants de Kahramanmaraş, le Gouvernement Ecevit avait proclamé la loi martiale, d'abord dans 13 provinces, l'étendant ensuite à 19 provinces.

Malgré l'existence du régime militaire dans 19 provinces, la terreur politique n'avait pas diminué. Selon les chiffres officiels, au cours d'une période d'un an de loi martiale, 1.126 personnes ont perdu la vie dans des incidents politiques et environ 10.000 personnes ont été blessées.

Si la préoccupation principale des généraux est la terreur, il faut signaler que les politiciens avaient déjà autorisé l'armée à s'attaquer à ce problème. Mais les objectifs cachés derrière l'Ultimatum sont complètement différents. Les généraux de l'Armée ont été mis en avant en vue d'appliquer les plans sinistres des USA et des classes dominantes de Turquie.

### La Turquie devient à nouveau un tremplin pour les USA

Ce n'est pas par une coïncidence singulière que l'Ultimatum de l'Armée entra en scène immédiatement après l'apparition des nouvelles au sujet des plans des USA visant à mettre sur pied une nouvelle alliance militaire pro-américaine au Moyen-Orient avec la participation de la Turquie, de l'Egypte, d'Israël et de l'Arabie Saoudite. Les événements en Iran et en Afghanistan servirent de prétexte à ressusciter le défunt pacte du CENTO sous un nom et des partenaires différents. Le seul partenaire des USA qui se trouvait dans l'ancien pacte et se retrouvera dans le nouveau est la Turquie.

Le premier pas vers la formation du nouveau pacte fut d'obtenir la signature par la Turquie de l'Accord Turco-US de Coopération Militaire. Cet accord pose les principes de base de relations de défense bilatérales et assure aux USA l'utilisation de leurs bases clé en Turquie. (La Turquie, en représailles à l'embargo sur les armes des USA, avait abrogé unilatéralement en 1975 un traité de défense précédent et avait fermé toutes les bases militaires des USA, excepté une base aérienne stratégique de l'OTAN à Incirlik.)

Quoique l'ancien Premier Ecevit ait réouvert quatre bases clé en octobre 1978 lorsque le Congrès USA eut levé l'embargo sur les armes, un statut permanent pour toutes les bases et les installations des USA et de l'OTAN rencontra en ./.

une forte opposition des forces démocratiques, y compris celle de l'aile gauche du Parti Républicain du Peuple (CHP) d'Ecevit.

Tout de suite après l'ultimatum de l'Armée, les représentants du Gouvernement USA se précipitèrent vers la Turquie et, quelques jours après, le 9 janvier 1980, le Gouvernement turc conclut l'Accord de Coopération Militaire. L'Accord garantit aux USA l'utilisation de 26 bases, dont les plus importantes sont des stations de renseignements à Sinop sur la côte de la Mer Noire et à Diyarbakir dans l'Est.

+++++  
ASSASSINATS  
POLITIQUES  
DU 12/12/1979  
AU 18/1/1980  
-----

Collaboration entre Demirel et Ecevit

Une autre conséquence de l'Ultimatum de l'Armée a été le rapprochement entre les leaders des partis du centre gauche et du centre droite de Turquie sur la plateforme des mesures anti-démocratiques.

Le 14 janvier 1980, le Président du Parti Républicain du Peuple (CHP), Ecevit et le Premier Ministre Süleyman Demirel, président du Parti de la Justice (AP), eurent entrevue de trois heures et Ecevit se déclara prêt à soutenir le Gouvernement Demirel dans ses efforts pour faire passer les amendements sur les actes concernant la loi et l'ordre (Voir: BULLETIN de décembre 1979).

Allan même plus loin, Ecevit indiqua aussi qu'il serait favorable à une grande coalition entre son CHP de centre-gauche et le AP de centre-droite. Par cette attitude conciliante, Ecevit força les groupes parlementaires de son propre parti à voter au Parlement en faveur des nouveaux projets de lois anti-démocratiques. Quand tous les députés de l'aile gauche du parti tentèrent de faire obstruction aux débats sur les mesures, ils furent livrés au Conseil de Discipline de Groupe qui leur donna un "avertissement".

Néanmoins, malgré la pression d'Ecevit, quelques clauses anti-démocratiques des projets de loi furent rejetées au Parlement grâce aux votes des députés démocrates du CHP et du Parti de Salut National (MSP).

En fait, il n'est pas nécessaire de durcir les lois en vue d'empêcher le terrorisme, parce que la police et les militaires disposent déjà d'une autorité extraordinaire pour combattre les terroristes. Le but réel de ces amendements est de supprimer les vestiges des droits et libertés démocratiques.

Comme nous l'avons expliqué dans des Bulletins précédents, le planificateur et exécuteur réel de la violence politique est le Département Contre-Guérilla au sein du Quartier Général de l'Etat Major Général des Forces Armées et le Parti d'Action Nationaliste (MHP) du colonel fasciste Alparslan Türkeş (Voir: Info-Türk, Massacre à Ankara, Pourquoi?, Bruxelles 1978).

Après l'ultimatum des généraux, tous les efforts ont été concentrés sur la suppression des organisations démocratiques et sur l'intimidation à l'égard des progressistes.

Au cours d'un mois, du 12 décembre 1979 au 18 janvier 1980, 250 personnes ont perdu la vie à cause de la terreur politique, et le nombre total des victimes a atteint 2.680.

Cependant, malgré cette terreur et cette répression, les forces démocratiques de Turquie s'unissent en vue de lutter contre les mesures anti-démocratiques. ./.

ISTANBUL	68
ANKARA	24
ADANA	16
IZMIR	13
HATAY	11
SAMSUN	11
GAZIANTEP	11
MANISA	10
ESKIŞEHİR	9
BURSA	7
URFA	6
KAYSERİ	6
KÜTAHYA	5
UŞAK	5
MALATYA	4
TOKAT	4
RİZE	4
AYDIN	3
ORDU	3
SIİRT	3
TRABZON	3
ELAZIG	2
DENİZLİ	2
MERSİN	2
KONYA	2
TUNCELI	2
AMASYA	1
DIYARBAKIR	1
MUŞ	1
VAN	1
ZONGULDAK	1
EDİRNE	1
ADİYAMAN	1
MARDİN	1
GİRESUN	1
ERZURUM	1
NİGDE	1
ANTALYA	1
SIVAS	1
BERLİN-RFA	1
-----	-----
TOTAL	250

NOTE: A partir de ce numéro, seuls les nombres d'assassinats politiques seront mentionnés dans le Bulletin. Nos lecteurs peuvent demander le détail et la liste des noms des victimes quand ils en ont besoin, en écrivant à notre rédaction à Bruxelles.

Des éléments démocratiques, même au sein de l'appareil de l'état qui se trouve actuellement sous le contrôle des partis d'extrême droite font tout leur possible pour démasquer les planificateurs réels de la terreur politique.

Dernièrement, le nouveau procureur de la République, Fahrettin Kiyak, déclara que son département commençait une investigation compréhensive au sujet des activités du MHP et de quelques autres partis politiques. Selon l'Acte des partis politiques, seul le procureur de la République est autorisé à intenter un procès visant à interdire un parti politique impliqué dans le terrorisme politique. Le procureur précédent, connu comme sympathisant du MHP, avait toujours évité de transmettre les dossiers concernant ce parti en utilisant certains subterfuges de procédure. (C-M-H-DN-DG-ET-17/1)

### LA CHASSE AUX ENSEIGNANTS CONTINUE EN TURQUIE

ANKARA (ITA) - La chasse aux enseignants, lancée par le gouvernement et les autorités militaires, se poursuit partout en Turquie. Comme la police et les forces de la loi martiale arrêtent tous les enseignants suspects de participer aux actions de protestation, lors du premier anniversaire des événements sanglants de Kahramanmaraş, le Ministre de l'Education Nationale a destitué jusqu'au 15 janvier 1980 4.817 enseignants sous la même accusation. Le nombre d'enseignants soumis à des enquêtes a atteint 14.132, et environ mille d'entre eux sont encore détenus. Le siège principal et toutes les branches de l'Association des Enseignants (TOB-DER) avaient déjà été fermés par les autorités de la loi martiale.

(C-M-H-DN-DG-ET-16/1)

**"FUHRER"  
SELÇUK  
KARTALI  
DERNEĞİNİ ANLATTI**



### CAMP D'ENTRAÎNEMENT STYLE NAZI DES FASCISTES TURCS

La presse turque publia de nouveaux documents sur les camps d'entraînement militaire du MHP. Une section des "Loups Gris", militants de ce parti néo-fasciste, fonda en 1970 deux organisations secondaires: "Association pour combattre le sionisme" et "Association des aigles Seldjoukides". Les jeunes recrutés pour ces organisations étaient entraînés dans des camps militaires près d'Izmir. A l'entraînement ils étaient obligés de revêtir des uniformes de style nazi et des brassards avec le symbole de quatre croissants ressemblant à la Swastika des Nazis. Plus tard, ces organisations furent liquidées à cause de conflits internes et le leader des "Aigles Seldjoukides" fut exclu du MHP.

6 yıl önce kurulan Selçuk Kartalı Derneği, Nazilerin gamalı haçına benzeyen embleme yaptıktan başka Hitler'in şiddet eylemlerinde kullandığı SA teşkilatı'nın formunu da örnek almıştı. Fotoğrafta ön planda konuşma yaparken gördüğümüz Kapancıoğlu 1975'te MHP İzmir il örgütü tarafından Menemen ilçesi yakınlarında tutulmuştu. Yanında (2) Yazar Pille ve (3) İsmail Kızıllı

LE PREMIER CAPITALISTE DE TURQUIE DEMANDE LE GEL DES SALAIRES

ISTANBUL (ITA) - Encouragés par l'Ultimatum des militaires, les milieux capitalistes de Turquie ont commencé à formuler plus clairement que jamais leurs demandes anti-populaires.

Le 6 janvier 1980, Vehbi Koc, président du Conseil d'Administration du Holding Koc, a fait appel aux leaders des partis politiques afin qu'ils gèlent pendant une certaine période tous les salaires, loyers et profits "en vue de sauver le pays de la crise économique actuelle."

Le premier capitaliste de Turquie dressa un tableau très sombre de l'économie turque, et déclara que si "un gouvernement fort prenait quelques décisions courageuses concernant tout à la fois la loi et l'ordre et les problèmes économiques", le pays pourrait être sorti de la crise. Vehbi Koc ajouta: "dans les conditions actuelles, quand l'avenir du pays est en jeu, salaires, prix, loyers et profits doivent être gelés pendant un certain temps. Marchons la main dans la main et arrachons ce beau pays aux difficultés."

Koc a aussi défié le secteur public en prétendant que le Holding Koc entreprendrait des sondages à la recherche de pétrole et produirait des cigarettes. En Turquie, depuis la fondation de la République, les secteurs de l'énergie et du tabac ont toujours été le monopole des entreprises de l'état. Koc affirma que les monopoles d'état étaient incapables de produire une quantité suffisante de pétrole et de cigarettes et qu'ils devraient être remplacés par le secteur privé.

Il recommanda aussi fortement que le secteur du tourisme turec soit ouvert au capital étranger, auquel le Holding Koc était fortement associé. (C-M-DG-ET-8/1)

DES LEADERS SYNDICALISTES ARRETES POUR AVOIR CHANTE L'INTERNATIONALE

ISTANBUL (ITA) - Sept leaders syndicalistes ont été arrêtés par le tribunal militaire du Commandement de Loi Martiale d'Istanbul sous l'inculpation "d'avoir fait de la propagande pour le communisme" en chantant l'Internationale lors de l'ouverture du 23ème Congrès du Syndicat des Metallurgistes (Maden-Is).

Les leaders syndicalistes arrêtés sont Kemal Türkler, Président du Syndicat des Metallurgistes, Bahtiyar Erkul et Kemal Daysal, vice-présidents, et Mehmet Karaca, secrétaire général du même syndicat, Metin Denizmen, Président du Syndicat des Employés de banque (Bank-İş), Abdurrahman Cevdet Özhasırcı, vice-président du même syndicat, et un représentant syndical, Necdet Onaran.

Bien que l'Internationale soit chantée partout même par les leaders des ouvriers et les politiciens socio-démocrates, elle est toujours considérée comme une propagande pour le communisme par les politiciens turcs de droite et les commandants de l'Armée.

Immédiatement après le Congrès tenu du 19 au 22 décembre 1979, les sept leaders avaient déjà été détenus par les autorités de loi martiale sous la même inculpation, mais plus tard, le procureur militaire les avait libérés.

Cependant, comme les commandants de l'Armée, déclaraient, dans leur ultimatum: "notre nation ne peut tolérer plus longtemps ceux qui chantent l'hymne des communistes au lieu de notre hymne national", le tribunal militaire fut obligé, sur l'ordre du commandant de la loi martiale d'Istanbul, d'arrêter à nouveau les sept leaders syndicalistes. Par ailleurs, les procureurs militaires progressistes et les juges des tribunaux de loi martiale d'Istanbul furent remplacés par des plus obéissants et des plus conservateurs.

Au cours de la période de répression militaire entre 1974 et 1973, l'éditeur de la revue socialiste Ant, M. Osman Saffet Arolat avait été condamné à sept ans et demi de prison pour avoir publié le texte complet de l'Internationale. Il fut libéré en 1975 grâce à une amnistie générale accordée à tous les détenus politiques. (C-M-DN-DG-ET-15/1)

UN CALENDRIER ET UN LIVRE CONFISQUES

ANKARA (ITA) - Un calendrier dédié au grand poète turc Nazim Hikmet a été confisqué par décision du 9<sup>ème</sup> tribunal de police d'Ankara. Le juge considérait qu'un des poèmes du calendrier violait le fameux article fasciste 142 du Code Penal Turc. Mais l'avocat de l'éditeur fit objection et la haute court annula la décision de confiscation.

Par ailleurs, l'édition turque d'un livre scientifique intitulé "République de Turquie, 1917-1974" fut confisquée par décision de la 11<sup>ème</sup> Court de Police d'Ankara. Le juge prétendait que ce livre, rédigé par l'Académie de Sciences Sociales de l'URSS, contient de la propagande pour le communisme.  
(C-DG-ET-12/1)

CENSURE DES NOUVELLES A LA RADIO ET A LA TELEVISION

ANKARA (ITA) - Le Commandement de la loi martiale de la province d'Ankara a imposé la censure des programmes de nouvelles à la Radio et la Télévision turques. Depuis un certain temps, de nombreuses nouvelles concernant "la loi et l'ordre" ont été censurées par des officiers de l'armée. L'existence d'une telle pratique de la censure a été confirmée aussi par le Directeur Général de la Radio-TV Turque, Dogan Kasaroglu.

Protestant contre cette pratique, le leader du parti principal d'opposition (CHP), Bülent Ecevit exprima sa crainte que, si cette pratique continuait, le peuple ne soit obligé d'écouter les émissions des radios étrangères et qu'il ne soit ainsi influencé par des idéologies "étrangères". (C-M-H-DG-ET-13/1)

ECRIVAINS TURCS MENACES DE MORT

ISTANBUL (ITA) - L'humoriste turc mondialement connu et Président du Syndicats des Ecrivains Turcs (TYS), Aziz Nesin, déclara que beaucoup de membres de cette organisation étaient sous des menaces de mort et il demandait au Gouverneur d'Istanbul de prendre les mesures préventives nécessaires.

"Au cours des 65 années de ma vie, je n'ai jamais vu une période aussi sombre," dit-il, "plus de quinze de nos membres sont menacés par les fascistes; leurs noms sont inscrits sur les 'listes noires' composées par les organisations fascistes. Dans de telles conditions, défendre la démocratie équivaut à défendre notre vie."  
(C-M-DG-ET-15/1)

44% DES FORCES OUVRIERES DE TURQUIE COMPOSES DE FEMMES

ANKARA (ITA) - Quarante-quatre pour cent des forces ouvrières sont composés de femmes en Turquie, ce qui la place en tête de tous les pays du monde à cet égard. Telle est la conclusion d'un séminaire qui s'ouvrit le 11 janvier à Ankara et qui s'intitulait: "Une approche des problèmes de la femme dans la société turque".

Le Professeur Dr. Nermin Abadan, Président de l'Association turque des Sciences Sociales, fit remarquer que, dans ce pourcentage étaient comprises les "ouvrières familiales non rétribuées" qui travaillent dans le secteur agricole.

Signalant que la Turquie était parmi les sept pays du monde qui n'importaient pas leurs produits alimentaires de l'étranger, Dr. Abadan recommanda que le secteur agricole soit équipé de techniques modernes et qu'on attache plus d'importance à l'éducation des ouvrières. Selon une étude, 52.6% des femmes turques n'ont jamais lu un journal.  
(C-DN-DG-ET-13/1)

QUI SE CACHE DERRIERE LES FRAUDEURS D'ARMES ET DE DROGUE?

ANKARA (ITA) - Dans une interview récente publiée par le journal Cumhuriyet d'Istanbul, l'ancien Ministre de l'Intérieur, Hasan Fehmi Güneş dévoila qu'il y avait plusieurs familles du type "Mafia" en Turquie qui s'étaient partagé entre elles différentes activités frauduleuses.

"Quelques-unes d'entre elles sont impliquées dans la fraude des armes, d'autres dans la contrebande des cigarettes et d'autres encore dans la fraude de la drogue," déclara Güneş au journal. Parmi elles, il y a aussi quelques politiciens et même des chefs de la police.

Récemment, un chef de la police, Zahir Avcıbaşıoğlu, a été appréhendé à Ankara avec 13 kilos d'héroïne. La valeur actuelle de l'héroïne saisie a été estimée à 17 millions de dollars.

La matière première de l'héroïne est la gomme d'opium qui est extraite des pavots à opium. Cette gomme est convertie d'abord en morphine de base et ensuite en héroïne.

La Turquie a été obligée d'interdire la culture des pavots à opium en 1971 sous la pression des USA qui prétendaient à cette époque-là que la plus grande partie de l'héroïne arrivant aux héroïnomanes américains provenait des champs de pavots turcs. La gomme d'opium turque était alors transformée en morphine de base puis transportée à Marseille où elle était transformée en héroïne; celle-ci était ensuite renvoyée par bateau aux USA grâce à la "French Connection", défunte depuis.

Mais les affirmations des USA ne reflétaient pas la réalité, parce que 80% de la culture d'opium provenait des champs du "Triangle d'Or", c'est à dire des régions contrôlées par les USA au Extrême-Orient. Par ailleurs, la culture du pavot était une des ressources économiques principales pour les paysans pauvres de Turquie. Sous la pression des masses paysannes, le Gouvernement turc reprit la culture du pavot en 1973, mais en la soumettant à des mesures de contrôle très strictes. Les fonctionnaires étrangers s'occupant des narcotiques déclarent qu'aucune partie de l'héroïne arrivant maintenant sur les marchés européens n'est d'origine turque. L'Iran, l'Afghanistan et le Pakistan, tous pays souffrant de conflits internes, sont devenus actuellement les principales sources de gomme d'opium signalent-ils. Les fraudeurs turcs sont impliqués en tant qu'intermédiaires, transportant la drogue de ces pays-là vers les revendeurs européens, déclara le chef de la Police des narcotiques Aytok.

Les dites drogues sont fraudées de Turquie vers des lieux d'Europe, soit par autos, soit, plus fréquemment par grands camions internationaux, en particulier vers l'Italie.

Les montants provenant de la fraude de la drogue sont souvent ramenés en Turquie comme armes de contrebande, faisant ainsi un tour complet d'activités frauduleuses profitables.

Un ancien vice Premier Ministre, Faruk Sükan déclara: "Les bateaux déchargent leur cargaison dans de petits ports appartenant à quelque riche propriétaire, le long de la côte turque de Méditerranée ou de la Mer Noire. Les armes de contrebande, y compris certaines armes très sophistiquées telles que les fusées entrent aussi en Turquie par grands camions internationaux."

Récemment, six députés du Parti Républicain du Peuple (CHP) demandèrent une enquête parlementaire sur la question "Fraude de drogue et d'armes".

Leur interpellation déclarait: "Des ennemis de la démocratie et de notre peuple ont commencé à mettre en pratique leur sanglante conspiration clandestine. La fraude de drogue et d'armes est l'un des facteurs principaux de l'anarchie et de la terreur qui ont atteint aujourd'hui des dimensions inquiétantes dans notre pays. On a dit, écrit et attesté à maintes reprises dans les tribunaux que les militants, les organisations parallèles et les agresseurs d'un parti politique (le parti du colonel fasciste Turkes -ITA), qui ont été entraînés dans des camps prennent une part importante dans les incidents terroristes. Des armes illégales d'une valeur de deux milliards de liras (67 millions de DM) ont été saisies au cours de ces deux dernières années, et il est possible que dix fois plus d'armes sont actuellement utilisées par des ennemis du peuple contre l'avenir de la Turquie et de la démocratie." (DN-DG-ET-15/1)

L'INSUFFISANCE DE COMBUSTIBLES FRAPPE LA POPULATION ET L'INDUSTRIE TURQUES

ANKARA (ITA) - Dans les principaux centres urbains de Turquie, des millions de citoyens turcs grelottent dans les appartements froids à cause d'une grande insuffisance de mazout et de diesel.

La raison directe de cette insuffisance réside dans l'incapacité de la Turquie de payer en devises étrangères la quantité nécessaire du pétrole. L'année passée, la Turquie a importé 2 millions de tonnes de moins de pétrole et des produits pétroliers que le minimum nécessaire qui est de 16 millions de tonnes.

Des fonctionnaires disent que, pour les mois de décembre et janvier un quart seulement des 2.1 millions de tonnes de pétrole et produits pétroliers pourraient être importés.

Non seulement les buildings résidentiels, mais aussi les bureaux gouvernementaux et quelques hôpitaux et écoles sont sans chauffage. Le Ministère de l'Education Nationale a annoncé, pour les écoles primaires et secondaires, une interruption du semestre une semaine plus tôt que ne le prévoyait le programme des cours, à cause du problème de chauffage.

Le gouvernement essaie d'acheter du pétrole à crédit en Arabie Saoudite afin de diminuer la crise et le public attend avec impatience l'arrivée du pétrolier transportant 210 millions de tonnes de pétrole brut iranien acquis grâce à un crédit à court terme.

Les deux plus importantes raffineries de pétrole de Turquie, l'une sur la côte de la Mer Egée et l'autre près du centre industriel d'Istanbul, ont dû fermer à cause du manque de pétrole à traiter.

La situation est encore aggravée par une insuffisance d'électricité, ce qui a conduit à des coupures de courant quotidiennes de quatre heures dans la plupart des villes.

De l'insuffisance combinée de pétrole et d'électricité, il résulte que l'industrie turque ne travaille qu'à 25% de sa capacité rapportent les milieux d'affaires.

Les journaux annoncent quotidiennement la fermeture d'usines. Cette situation menace aussi d'augmenter fortement le chômage qui est déjà estimé à 20%.

A la suite de l'élimination pratiquement totale du mazout et de l'électricité comme sources de chauffage, une ruée pour le bois et le charbon a commencé. Mais ceux-ci sont également difficiles à trouver parce que le transport depuis les régions de production jusqu'aux centres urbains est souvent interrompu par manque de diesel pour les camions.

Le prix du bois est monté en flèche jusqu'à 4500 liras turques (150 DM) par tonne, presque le double du prix officiel à Ankara. Des propriétaires désespérés offrent jusqu'à 30.000 LT (1.000 DM) pour une tonne de mazout, ce qui représente six fois le prix officiel, - pour de petites quantités offertes au marché noir.

Des coupures de courant jusqu'à neuf heures par jour furent introduites dans la plus grande ville de Turquie, Istanbul, de 4,5 millions d'habitants. Ailleurs en Turquie les coupures de courant sont au minimum de quatre heures. A Ankara le courant est coupé pendant quatre heures durant le jour et deux heures dans la soirée.

(DN-DG-C-FT-15/1)

UNE INSUFFISANCE DE PAPIER MENACE LES JOURNAUX ET DES MAISONS D'EDITION

ANKARA (ITA) - En raison de l'insuffisance de papier, les maisons d'édition n'ont pas été en mesure de publier de nouveaux livres depuis des mois. Récemment, des journaux quotidiens aussi, malgré leur statut privilégié concernant la distribution du papier d'imprimerie, n'ont pas pu obtenir la quantité habituelle de papier et ont été obligées de limiter le nombre de pages.

Le Monopole d'état du Papier (SEKA) prétend que la production nationale de papier ne peut pas répondre aux besoins de la presse et que, d'autre part, l'importation de papier est devenue impossible à cause du manque de devises. Néanmoins, une partie importante du papier importé est vendue au marché noir au lieu d'être distribuée aux journaux.

(C-DN-DG-ET-15/1)